

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-Kagan-sont-de-retour-des-guerres-vont-suivre>

Robert Parry : Les Kagan sont de retour, des guerres vont suivre.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 2 avril 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La famille Kagan, l'aristocratie néoconservatrice de l'Amérique, a resurgi après avoir surmonté la déception de n'avoir pas regagné l'influence qu'elle attendait de l'élection de Hillary Clinton et la perte de son pouvoir officiel au début de la présidence de Trump.

Pontifiant sur d'éminentes pages d'opinion, la famille Kagan pousse maintenant à une invasion américaine intensifiée de la Syrie et attaque les Républicains pour ne pas se joindre avec plus d'enthousiasme à la chasse aux sorcières anti-russe à propos de la prétendue aide de Moscou à l'élection de Donald Trump.

Dans une tribune libre parue le 7 mars dernier dans le *Washington Post*, Robert Kagan, cofondateur du [Project for the New American Century](#) (Projet pour le nouveau siècle américain) et architecte majeur de la guerre d'Irak, a attaqué les Républicains pour servir de « *complices après coup de la Russie* » en n'enquêtant pas plus agressivement.

Ensuite, Frederick Kagan, directeur du *Critical Threats Project* (Projet pour les menaces critiques) à l'Institut de l'entreprise américaine (néocon), et son épouse, Kimberly Kagan, présidente de son propre think tank, *l'Institut pour l'étude de la guerre*, a vendu l'idée d'une invasion américaine plus importante de la Syrie dans une tribune libre parue le 15 mars dernier dans le *Wall Street Journal*.

Pourtant, même si les Kagan gardent leur position dans le monde des *think tanks* du Washington officiel et dans la publication de tribunes libres, ils restent pour l'essentiel extérieurs aux nouveaux centres de pouvoir de l'ère Trump, bien qu'ils semblent avoir détecté une porte ouverte de force.

Il y a un an, leurs perspectives semblaient beaucoup plus brillantes. Ils pouvaient choisir parmi un grand nombre de candidats républicains d'orientation néocon à la présidence ou - comme Robert Kagan - ils pouvaient soutenir la candidate démocrate de l'establishment, Hillary Clinton, dont l'« *interventionnisme libéral* » correspondait exactement au néoconservatisme, n'en différant que légèrement dans les rationalisations utilisées pour justifier guerres et encore plus de guerres.

Il y avait aussi l'espoir qu'une présidence Hillary Clinton reconnaîtrait combien sympathiques étaient les faucons libéraux et les néocons en faisant passer l'épouse néocon de Robert Kagan, Victoria Nuland, de secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes à secrétaire d'État.

Ensuite, il y aurait un puissant élan pour accroître l'intervention militaire usaméricaine en Syrie et faire mousser la Nouvelle Guerre froide avec la Russie, remettant à l'ordre du jour un « *regime change* » pour ces deux pays. Ainsi, au début de l'année dernière, les possibilités semblaient infinies pour la famille Kagan de bander leurs muscles et de se faire un tas d'argent.

Une entreprise familiale

Comme je l'ai noté il y a deux ans dans un article intitulé « *A Family Business of Perpetual War* » ([Le business-modèle familial de la guerre éternelle](#)) « L'expert néoconservateur Robert Kagan et sa femme, la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland, dirigent une entreprise familiale remarquable : elle a provoqué une guerre chaude en Ukraine et aidé à déclencher la Nouvelle Guerre froide avec la Russie et lui intervient pour demander que le Congrès augmente les dépenses militaires afin que l'Amérique puisse faire face aux nouvelles menaces à sa sécurité. »

« Cet extraordinaire duo mari et femme fait quasiment d'une pierre deux coups pour le complexe militaro-industriel, une équipe interne-externe qui crée le besoin de plus de dépenses militaires, exerce des pressions politiques pour assurer des crédits plus élevés et s'assure que les fabricants d'armes reconnaissants prodiguent des subventions généreuses aux groupes de réflexion bellicistes partageant la même opinion qu'eux à Washington.

Non seulement la communauté plus large des néoconservateurs en bénéficie, mais d'autres membres du clan Kagan aussi, y compris le frère de Robert, Frederick, qui émarge à l'*American Enterprise Institute*, et sa femme Kimberly, qui dirige sa propre affaire, l'*Institute for the Study of War*. »

Mais les choses ne se sont pas tout à fait passées comme les Kagan l'avaient prévu. Les Républicains néocons ont trébuché sur les primaires du GOP [le « grand vieux parti », le Parti républicain, NdT], perdant en faveur de Donald Trump, et ensuite - après que Hillary Clinton eut jeté dehors le sénateur Bernie Sanders pour revendiquer l'investiture démocrate - elle a perdu l'élection générale devant Trump.

Après sa victoire surprise, Trump - malgré tous ses nombreux défauts - a reconnu que les néocons n'étaient pas ses amis et surtout, il les a laissés dehors dans le froid. Nuland a non seulement perdu son poste politique de secrétaire d'État adjointe, mais a aussi démissionné du Service des Affaires Étrangères.

Avec Trump à la Maison Blanche, le milieu de la politique étrangère dominé par les néocons du Washington officiel en a pris un coup, mais il est loin d'être éliminé. Les néocons se sont fait lancer une bouée de sauvetage par les Démocrates et les libéraux, qui détestent tellement Trump qu'ils ont été heureux de relever l'étendard tombé à terre de Nuland et de la Nouvelle Guerre froide avec la Russie. Dans le cadre d'un plan douteux pour chasser Trump, les Démocrates et les libéraux ont exagéré les accusations sans preuve que la Russie avait comploté avec l'équipe de Trump pour truquer les élections américaines.

Le chroniqueur du *New York Times* Thomas L. Friedman a parlé pour une bonne partie de ce groupe lorsqu'il a comparé la prétendue « intrusion » de la Russie au bombardement japonais de Pearl Harbor et aux attentats terroristes du 9/11 par al-Qaïda.

Dans l'émission *Morning Joe* de MSNBC, Friedman a [demandé](#) que les allégations de hacking de la Russie soient traitées comme un *casus belli* : « C'est un événement de la dimension du 9/11. Ils ont attaqué le cœur de notre démocratie. C'était un événement à l'échelle de Pearl Harbour. » Tant Pearl Harbour que le 9/11 ont conduit à des guerres.

Ainsi, avec de nombreux libéraux aveuglés par leur haine de Trump, la voie était ouverte aux néocons pour se réaffirmer.

Provoquer les Républicains

Robert Kagan a [pris](#) la très réputée page de libre opinion du *Washington Post* pour provoquer des Républicains importants tels que Devin Nunes, président de la Commission du renseignement, qui était en photo au dessus de l'article et du titre du journal, *L'ingérence de la Russie*.

Kagan écrit : « Il aurait été impossible d'imaginer, il y a un an, que les dirigeants du Parti républicain serviraient de fait de facilitateurs à l'ingérence russe dans le système politique de ce pays. Pourtant, étonnamment, c'est le rôle que joue le Parti républicain. »

Kagan reprend ensuite l'opinion commune du Washington officiel, qui a accepté sans scepticisme les affirmations des chefs du renseignement sortants de la présidence Obama, selon lesquelles la Russie avait « *hacké* » des e-mails démocrates et les avait diffusés via WikiLeaks pour nuire à la campagne de Clinton.

Bien que les responsables du renseignement d'Obama n'aient apporté [aucune preuve](#) vérifiable pour étayer leurs affirmations - et que WikiLeaks nie avoir obtenu les deux séries d'e-mails des Russes - celles-ci sont largement acceptées par le Washington officiel, comme raisons pour discréditer Trump et éventuellement chercher à le faire renoncer à son mandat.

Ignorant le conflit d'intérêt des personnes nommées par Obama, Kagan a jugé qu'« étant donné la signification de cette découverte particulière [sur l'ingérence russe], la preuve doit être convaincante » et a justifié « une enquête sérieuse, large et ouverte ».

Mais Kagan a aussi dû reconnaître le potentiel pour les néocons de se frayer un chemin vers le pouvoir derrière l'écran de fumée d'une Nouvelle Guerre froide avec la Russie.

Il a déclaré :

« La question la plus importante concerne la capacité de la Russie à manipuler les élections américaines. Ce n'est pas un problème politique. C'est un problème de sécurité nationale. Si le gouvernement russe a interféré dans le processus électoral aux États-Unis l'an dernier, il a la capacité de le faire dans toutes les élections à venir. C'est une arme puissante et dangereuse, plus dangereuse que des navires de guerre, des chars ou des bombardiers.

Ni la Russie ni aucun adversaire potentiel n'a le pouvoir de porter atteinte au système politique américain avec des armes de guerre. Mais en créant des doutes sur la validité, l'intégrité et la fiabilité des élections américaines, il peut ébranler ce système jusque dans ses fondations. »

Une réalité différente

Si alarmiste qu'ait été la tribune libre de Kagan, la réalité est très différente. Même si les Russes avaient hacké les e-mails démocrates et passé d'une manière ou d'une autre l'information à WikiLeaks - un argument non fondé et contesté - ces deux vagues de divulgation d'e-mails n'ont pas été si importantes pour le résultat de l'élection.

Hillary Clinton a accusé le directeur du FBI James Comey de sa défaite surprise, pour avoir brièvement réouvert l'enquête sur son utilisation d'un serveur privé pour ses e-mails, alors qu'elle était secrétaire d'État.

En outre, de toute évidence, les e-mails diffusés par WikiLeaks étaient réels et révélaient des actes répréhensibles commis par des Démocrates de premier plan comme le Comité national démocrate, infléchissant les primaires contre le sénateur Bernie Sanders en faveur de Clinton. Les e-mails du directeur de campagne de Clinton, John Podesta, ont révélé le contenu des conférences payées de Clinton à Wall Street, qu'elle essayait de cacher aux électeurs, ainsi que certains dispositifs de *pay-to-play* (payer pour jouer) de la Fondation Clinton.

En d'autres termes, les communiqués de WikiLeaks ont aidé à informer les électeurs américains sur les abus commis dans le processus démocratique étasunien. Les e-mails n'étaient pas de la « *désinformation* » ou des « *fausses nouvelles* ». C'était de vraies informations.

Une révélation semblable s'est produite avant l'élection et cette semaine, lorsque quelqu'un a fait fuiter des détails sur les déclarations d'impôt de Trump, qui sont protégées par la loi. Cependant, à part dans le camp Trump, presque personne n'a pensé que cet acte, publier les déclarations d'impôts d'un citoyen, était en quelque sorte une menace pour la démocratie américaine.

Le sentiment général était que les Américains ont le droit de connaître ce genre de détails sur quelqu'un cherchant à entrer à la Maison Blanche. Je suis d'accord, mais cela ne signifie-t-il pas également que nous avons le droit d'être au courant des abus de pouvoir du DNC qui a huilé les rouages pour la nomination de Clinton, du contenu des discours de Clinton aux banquiers de Wall Street et sur les gouvernements étrangers recherchant de l'influence en contribuant à la Fondation Clinton ?

Pourtant, parce que les représentants politiques nommés par Obama dans la communauté américaine du renseignement « *estiment* » que la Russie était la source des e-mails de WikiLeaks, l'attaque contre la démocratie américaine est une raison pour déclencher la Troisième Guerre mondiale.

Encore plus de propos grossiers

Mais Kagan n'était pas satisfait des accusations non étayées sur la Russie sapant la démocratie US. Il a affirmé, comme un « *fait* » - bien que sans présenter de preuve, de nouveau -, que la Russie « *interfère dans les élections à venir en France et en Allemagne, et elle s'est déjà immiscée dans le récent référendum en Italie et dans de nombreuses autres élections dans toute l'Europe. La Russie déploie ses armes contre le plus de démocraties possibles, pour saper la confiance du public dans les institutions démocratiques.* »

de contorsions dans le Washington officiel et les médias dominants à propos de l'ère de la « post-vérité », mais ces prétendus avatars de la vérité sont aussi coupables que n'importe qui, agissant comme si répéter constamment une affirmation sans relation avec un fait était la même chose que de prouver celui-ci.

Mais ce que Kagan et d'autres néocons ont en tête est clair, une escalade des hostilités avec la Russie et une augmentation substantielle des dépenses américaines en matériel militaire et de la propagande occidentale pour « *contrer* » ce qui est considéré comme de la « *propagande russe* »

Kagan reconnaît qu'il a déjà beaucoup de Démocrates et de libéraux importants de son côté. Donc il se tourne vers les Républicains pour les forcer à rejoindre le dénigrement retentissant de la Russie. Il écrit :

« Mais ce sont les Républicains qui couvrent l'affaire. L'actuel dirigeant du parti, le président, met en question les découvertes, les motifs et l'intégrité de la communauté du renseignement. Les chefs républicains au Congrès se sont opposés à toute création d'une commission d'enquête spéciale, interne ou externe au Congrès. Ils ont insisté pour que les enquêtes soient menées par les deux commissions du renseignement.

Pourtant le président républicain de la commission de la Chambre a indiqué qu'il ne voit pas d'urgence à l'enquête et a même mis en question le sérieux et la validité des accusations. Le président républicain de la commission du Congrès a abordé la tâche à contrecœur.

Le résultat est que les enquêtes semblent destinées à avancer lentement, produisent peu d'information et en fournissent encore moins au public. Il est difficile de ne pas en conclure que c'est précisément l'intention de la direction du Parti républicain, tant à la Maison Blanche qu'au Congrès. [...]

Lorsque des Républicains s'opposent à des enquêtes approfondies, ouvertes et immédiates, ils deviennent les complices de la Russie après coup. »

Mentir avec les néocons

Beaucoup de Démocrates et de libéraux peuvent trouver encourageant qu'un néocon important, qui a contribué à ouvrir la voie à la guerre en Irak, soit maintenant de leur côté, en coulant les Républicains pour ne pas se joindre avec enthousiasme à la dernière chasse aux sorcières russes. Mais ils pourraient aussi faire une pause pour se demander comment ils ont laissé leur haine pour Trump les mener à une alliance avec les néocons.

Mercredi [15 mars], dans le *Wall Street Journal*, Frederick, le frère de Robert Kagan, et son épouse ont fait tomber un domino supplémentaire, exposant le vieux rêve néocon d'une invasion américaine totale de la Syrie, un projet mis en suspens en 2004 à cause des revers subis par les États-Unis en Irak.

Mais les néocons désiraient depuis longtemps un « *changement de régime* » en Syrie et n'était pas satisfaits de l'armement des rebelles anti-gouvernementaux par Obama et de l'infiltration limitée des Forces spéciales US au nord de la Syrie pour aider la reprise de Raqqa, la « *capitale* » de l'État islamique.

Dans leur tribune du *Wall Street Journal*, Frederick et Kimberly Kagan appellent à ouvrir un nouveau front militaire dans le sud-est de la Syrie :

« Les forces armées US seront nécessaires. Mais les États-Unis peuvent recruter de nouveaux partenaires sunnites arabes en combattant à leurs côtés sur leurs terres. L'objectif, au début, doit être ISIS, parce qu'il contrôle les dernières zones en Syrie où les États-Unis peuvent raisonnablement espérer des alliés sunnites pas encore sous l'influence d'al-Qaïda. Mais l'objectif, après avoir évincé ISIS, doit être de lever une armée arabe sunnite qui puisse finalement vaincre al-Qaïda et aider à négocier un règlement de la guerre.

« Les États-Unis devront faire pression sur le régime d'Assad, l'Iran et la Russie pour mettre fin au conflit dans des termes que les Arabes sunnites acceptent. Ce sera plus facile à faire avec l'indépendance et le levier offert par une base sûre en Syrie. [...] Le président Trump pourrait rompre avec la logique bancaire et la mauvaise planification qu'il a hérité de son prédécesseur. Il peut transformer cette bataille, mais seulement en transformant l'approche de l'Amérique à son endroit. »

Un nouveau projet pour la Syrie

Autrement dit, les néocons sont revenus à leurs jeux de mots intelligents et à leurs manoeuvres stratégiques pour attirer l'armée américaine dans un projet de « *changement de régime* » en Syrie.

Les néocons ont pensé qu'ils avaient presque atteint ce but, en collant au gouvernement syrien une mystérieuse attaque au gaz sarin près de Damas, le 21 août 2013, et en forçant Obama à lancer une attaque aérienne importante sur l'armée syrienne.

Mais le président russe Vladimir Poutine s'est interposé pour faire en sorte que le président syrien Bachar al-Assad abandonne toutes ses armes chimiques, même s'il continuait à nier toute implication dans l'attaque au gaz sarin.

L'interférence de Poutine contrecarrant le rêve des néocons d'une guerre de « *changement de régime* » en Syrie a

fait passer Poutine tout en haut de la liste de leurs ennemis. Déjà, des néocons importants, comme le président du National Endowment for Democracy, Carl Gershman, visaient l'Ukraine, que Gershman estimait être « [le plus grand trophée](#) »> et un tremplin pour finalement évincer Poutine à Moscou.

Il a appartenu à la secrétaire d'État adjointe Victoria « *Toria* » Nuland de [superviser](#) le « *changement de régime* » en Ukraine. Elle a été attrapée sur une ligne téléphonique non sécurisée, à la fin de janvier ou au début de février 2014, en train de discuter avec l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt, de comment « *coller* » ou « *faire accoucher* » le changement du gouvernement ukrainien élu du président Victor Ianoukovitch.

Quelques semaines plus tard, des combattants néo-nazis et ultranationalistes ont mené une violente attaque sur les bâtiments du gouvernement, forçant Ianoukovitch et d'autres personnages officiels à fuir pour sauver leur vie, tandis que le gouvernement américain qualifiait rapidement de « *légitime* » le régime issu du coup d'État.

Mais le putsch en Ukraine a mené à la sécession de la Crimée et à une guerre civile sanglante avec des Russes ethniques dans l'est de l'Ukraine, des événements que le Département d'État et les médias occidentaux dominants ont qualifiés d'« *agression russe* » ou d'« *invasion russe* ».

Ainsi, pendant les dernières années de l'administration Obama, la scène était prête pour que les néocons et la famille Kagan dirigent l'étape suivante de la stratégie, consistant à coincer la Russie et à instaurer un « *changement de régime* » en Syrie.

Tout ce qu'il leur fallait était que Hillary Clinton soit élue à la présidence. Mais ces plans bien conçus se sont envolés. Malgré son inaptitude totale à la présidence, Trump a battu Clinton, une déception amère pour les néocons et leurs collègues interventionnistes libéraux.

Pourtant, la soi-disant « *#Resistance* » à la présidence de Trump et l'utilisation sans précédent par le président Obama de ses agences de renseignement pour dépeindre Trump comme un « [candidat mandchou](#) » russe, ont donné de nouveaux espoirs aux néocons et à leur programme.

Il leur a fallu quelques mois pour se réorganiser et se regrouper, mais maintenant ils ont l'espoir de faire tellement pression sur Trump à propos de la Russie, qu'il n'aura pas d'autre choix que d'entrer dans leurs plans bellicistes.

Comme c'est souvent le cas, la famille Kagan a tracé le plan d'action - battre les Républicains pour qu'ils se joignent au dénigrement général de la Russie, puis convaincre un Trump adouci de lancer une invasion à large échelle en Syrie. Dans cette entreprise, les Kagan ont les Démocrates et les libéraux comme fantassins.

Robert Parry

[Consortium News](#). USA, March 15, 2017

Traduit de l'anglais pour le [Saker francophone](#) par : Diane, vérifié par Wayan, relu par M

* **Robert Parry**, est un journaliste d'investigation, principalement connu pour la divulgation et le suivi de l'[Affaire Iran-Contra](#) pour l'Associated Press et Newsweek. Il est aussi l'auteur de « *America's Stolen Narrative : From Washington and Madison to Nixon, Reagan and the Bushes to Obama* ». [Consortium](#), 2012, 236 p. (ISBN 978-1893517059) et fondateur de Consortiumnews.com